19 octobre, ou le mauvais chant du cygne

Ce jeudi 19 octobre, la CGT et Solidaires ont appelé à des manifestations et rassemblements dans tout le pays pour protester contre la réforme du code du travail : la loi travail XXL. C'est donc la troisième journée de mobilisation à l'appel des syndicats contre la réforme de Macron, et la quatrième avec celle du 10 octobre, contre la politique de Macron elle aussi, mais plus spécifique à la fonction publique. Malheureusement, le nombre de manifestants était beaucoup plus faible que lors des précédentes journées. A Paris, il n'y avait que 5 500 personnes selon la police (25 000 selon la CGT, mais ce chiffre est de façon évident gonflé), soit cinq fois moins de personnes que le 12 septembre et 10 octobre, trois fois moins que le 21 septembre.

Si Macron est un président très contesté dès sa prise de pouvoir, le mouvement social contre ses réformes semble bel et bien s'essouffler. Pourtant, les attaques contre le monde du travail sont énormes ! Tout le monde sera à terme touché : jeunes, étudiant-e-s, chômeurs/ses, salarié-e-s du public et du privé, le gouvernement se sent suffisamment fort pour attaquer les exploité-e-s sur tous les fronts.

L'accompagnement des directions syndicales

Malgré ces quelques dates isolées de protestation contre la politique du gouvernement impulsées par les directions syndicales, celles-ci n'ont finalement rien fait pour construire un mouvement social en capacité de faire reculer le gouvernement, bien au contraire… La direction de FO, avec à sa tête Mailly, a boycotté l'ensemble des manifestations. Mis en minorité dans son organisation fin septembre, Mailly a cherché au maximum à louvoyer avec son mandat : contraint et forcé, il appellera à une manifestation avant la ratification des ordonnances (le 20 novembre), mais il a prévenu : pas question d'appeler à la grève et pas question d'appeler au retrait des ordonnances. Autrement, il crache à la figure de ses militant-e-s et il les appellera à se mobiliser tout en indiquant précisément que ce sera pour rien.

Les syndicats de la fonction publique ont eux aussi sabordé le mouvement contre les ordonnances en appelant à la journée du 10 octobre sur des revendications propres à la fonction publique. Macron et son gouvernement ont donc reçu l'aide des syndicats pour « diviser pour mieux régner » alors que l'unité des tou-te-s les exploité-e-s, les bafoué-e-s du système est plus que nécessaire pour faire reculer un gouvernement aussi confiant que celui de Macron.

Les grosses centrales syndicales participent avec beaucoup d'entrain à la fumisterie de dialogue social cherchant à obtenir de minuscules « améliorations » aux réformes, et surtout à asseoir leurs positions à la fois auprès des salarié-e-s des secteurs où ils sont bien implantés, et dans l'appareil d'État, en tant qu'interlocuteurs privilégiés du gouvernement.

Photo Photothèque Rouge/MILO

C'est d'ailleurs sans sourciller que chacune des grosses centrales syndicales est allée « dialoguer » avec le gouvernement le jeudi 12 octobre sur les prochaines réformes que celui-ci veut entreprendre, actant, au passage, que la mobilisation contre les ordonnances ne servait plus à rien. Ce dialogue social est abject et ne doit pas être toléré de la part de représentants du mouvement ouvrier.

Alors que le rejet de Macron est d'ores et déjà massif, les bureaucraties syndicales n'ont pas proposé une stratégie susceptible de faire reculer Macron. De plus en plus de travailleurs/ses ont conscience que les journées d'action dispersées n'ont aucun impact sur l'économie et qu'elles mènent systématiquement à la défaite (2010, 2016...). Il n'est donc pas étonnant que les travailleurs/ses ne se saisissent pas plus massivement de ces journées.

Ne nous laissons pas faire

Tout n'est pas que négatif, et heureusement ! On a vu la direction de FO se faire désavouer par une bonne partie des structures de base de la confédération. Beaucoup de syndicats, d'Unions locales et d'unions départementales n'ont pas accepté la trahison aussi flagrante de Mailly. On a pu voir, lors des manifestations du 12 et 21 septembre bon nombre de cortèges FO, ce qui démontre que beaucoup de syndicalistes ne sont pas dupes devant les politiques des directions syndicales.

Nous devons donc tout faire pour faire pression sur ces confédérations à la remorque d'un gouvernement au service du patronat. Cela passe, pour un parti qui se veut révolutionnaire, par une interpellation ouverte des directions syndicales pour qu'elles mettent en place un vrai plan de mobilisation et qu'elles remettent en avant le seul outil que nous, exploité-e-s du système capitaliste, avons comme arme : la grève générale reconductible pour bloquer l'économie du pays.

Certes, « la grève générale ne se décrète pas », nous dit-on souvent. En effet, mais elle se construit néanmoins. La situation ne serait-elle pas différente si depuis cet été, Martinez parlait à chaque occasion de grève générale ? L'opinion publique se serait forcément saisie du débat autour de cet objectif.

Pour que cette interpellation ait une vraie portée, nous devons reconstruire un tissu syndical et associatif, sur nos lieux de travail et dans nos quartiers. Les militant-e-s révolutionnaires doivent être aussi investi-e-s dans les syndicats pour y construire des

organisations locales les plus combatives et démocratiques possible. Ces organisations syndicales sur nos lieux de travail sont indispensables à la reconstruction d'une conscience de classe nécessaire à une mobilisation de masse. Dans ces structures syndicales, il nous faut aussi y défendre un syndicalisme révolutionnaire, avec pour comme perspective l'abolition du salariat, l'expropriation des grands moyens de production, et l'autogestion, à tous les niveaux, pour lutter contre les oppressions et pour permettre une vraie démocratie sur nos lieux de travail. Bien évidemment, cela s'articule avec la défense d'un programme communiste révolutionnaire de parti comme devrait le faire le NPA.

Enfin, plus pragmatiquement et dans la période actuelle, nous devons chercher à construire le Front Social (www.frontsocialuni.fr) qui est un regroupement de syndicalistes, de syndicats, d'associations, de collectifs, etc. construisant une riposte lutte de classe à la politique de Macron. Ce Front Social est un outil pour construire un front unique large et massif car il est le germe d'un courant intersyndical lutte des classes, qui a pour objectif la construction de la grève générale pour faire reculer le gouvernement. Sa prise en main par un large nombre de travailleurs et de travailleuses, de façon là encore la plus démocratique possible et inclusive concernant les oppressions spécifiques que sont le sexisme, le racisme, etc., est nécessaire à sa réussite. Ce Front Social, qui ne doit pas être une confédération syndicale alternative, doit lui aussi permettre de faire sauter le verrou des directions syndicales, en les interpelant et en faisant pression sur ces dernières. Celles-ci, si elles sont acculées, pourront aller plus loin qu'elles ne le veulent et permettre à l'ensemble des organisations de notre classe de se lancer dans un vrai combat contre le gouvernement.

Lucas Battin, le 20 octobre 2017